
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

Nº. CCXLI.

Du Dimanche 14 Mars 1790.

Suite de la séance de Vendredi.

M. de Montesquieu a fait un rapport du comité des finances, sur le mémoire de M. Necker, qu'il a divisé en quatre parties : 1°. les besoins de l'année, & les moyens d'y satisfaire ; 2°. la question des billets à mettre en circulation ; 3°. le comité de la trésorerie ; 4°. la situation des affaires en 1791, & le remplacement des impôts. Il a présenté, sur ces quatre parties du mémoire du ministre, la discussion & l'opinion du comité, & il a lu ensuite un projet de décret dont l'assemblée a ordonné l'impression, ainsi que celle du rapport, avant de délibérer.

M. Guillaume, l'un des secrétaires, a fait lecture d'un nouveau mémoire envoyé à l'assemblée par M. Necker. Ce mémoire contient de nouvelles réflexions sur l'établissement d'un *bureau de trésorerie*, & sur la nécessité de consentir à ce que sa majesté composât ce bureau de membres de l'assemblée nationale. C'étoit précisément l'opinion que M. de Montesquieu venoit de combattre dans son rapport qui avoit été fort applaudi, sur-tout dans cette partie.

Tome VII

H h

A peine la lecture du dernier mémoire de M. Necker, a-t-elle été achevée, que M. Goupille de Préfeld a fait la motion suivante : « Que le comité des finances soit chargé de présenter incessamment le projet d'un décret pour la conversion de la *contribution patriotique* en un dixième patriotique pour l'année 1790, un dixième patriotique pour 1791, & un vingtième patriotique pour l'année 1792.

De toutes les inconvenances politiques, la plus grande, en finance, seroit sans doute celle de dénaturer une contribution déjà annoncée, publiée, acceptée & exécutée en partie. Aussi, M. Regnard s'est-il opposé à cette conversion qu'il, regardoit comme effrayante pour une grande partie des habitans du royaume, & impossible pour l'autre, puisque par le décret sur la contribution, ceux qui ne possèdent que 400 liv. de revenu en sont exempts, tandis qu'au moyen de la conversion, les pauvres seroient atteints par le dixième qui, dans tous les cas, seroit très-difficile à établir.

M. l'abbé Gouttes croyoit qu'on devoit se borner à trouver des moyens pour que la contribution patriotique fût acquittée, & que les bons citoyens n'en fussent pas détournés par des gens mal-intentionnés, qui osoient jeter du ridicule sur ceux qui l'acquittoient avec exactitude.

» Déclarer que le moyen de finances, établi par le décret de la contribution patriotique, est insuffisant, seroit répandre des alarmes, disoit M. de Rochebrune. La classe malheureuse, écrasée par les anciens impôts, doit jouir de l'exemption portée par le décret. Le dixième est un mauvais mode d'imposition; il s'agit de trouver des moyens qui stimulent les citoyens, jusqu'à ce que les assemblées administratives assurent la perception de toutes les contributions. Les rôles étant faits pour cette année, il ne doit plus

être question d'un autre mode de contribution patriotique ; & je crois qu'on ne doit pas délibérer sur la motion de M. Goupille ».

Quelque pénible qu'il soit, ajoutoit M. Delley d'Agier, de s'occuper de ce refroidissement de zèle d'une partie de la nation, il faut cependant pourvoir à l'exécution des décrets que vous avez rendus.

» Vous avez ordonné l'impression de la liste des patriotes contribuanç ; si cela ne suffit pas, il faut ordonner qu'aussi-tôt après l'établissement des assemblées administratives de département & de district, chaque municipalité convoquera une assemblée générale de tous les citoyens actifs, dans laquelle la liste de tous ceux qui ont fait leur déclaration, & l'état des sommes qu'ils ont déclarées, sera lue à haute voix ; à chaque article on déclarera de nouveau, en présence de toute l'assemblée, que la somme pour laquelle on s'est fait inscrire est véritablement le quart de son revenu, & chaque citoyen pourra, jusqu'à la convocation de cette assemblée, changer sa déclaration.

» J'estime assez tous les Français, a-t-il ajouté, pour croire qu'aucun d'eux ne voudra faire ou soutenir des déclarations inexactes devant l'opinion publique, devant le tribunal de ses propres concitoyens ».

M. Chapellier n'adoptoit pas ces divers moyens ; il trouvoit, dans le décret du 6 octobre, des inconvéniens qui s'étoient fait sentir particulièrement dans les villes de commerce, où les négocians ne veulent faire connoître ni leur opulence, ni leur détresse ; il a proposé le renvoi de toutes ces motions au comité des finances, qui seroit chargé de lever ces difficultés & de fournir des moyens qui, sans allarmer & gêner les citoyens, les obligeroit à contribuer au salut de l'état.

» Comment peut-on se récrier dans ce moment, disoit

H h 2

M. Roderer, de ce que toutes les déclarations ne sont pas faites ? Le sort des villes de commerce vient d'être fixé ces jours passés par votre décret sur les colonies. Les ecclésiastiques sont indécis sur leur sort, & leur revenu n'est pas fixé. Les propriétaires ne savent pas ce que vous statuerez sur les dixmes. Il faut donc ajourner à un mois la motion de M. Goupille.

M. Chapelier s'est opposé d'abord à cet ajournement, & M. Desmeuniers a développé les motifs de cette opposition. » J'adopte, a-t-il dit, l'idée qu'on vous a proposée de faire lire les déclarations dans l'assemblée des citoyens de chaque municipalité ; mais je voudrais qu'on ajoutât, que ceux qui n'ont fait encore aucune déclaration, c'est-à-dire, aucun sacrifice au bonheur public & à l'établissement de la paix, fussent *taxés d'office* par les municipalités. Ici des murmures d'un côté de la salle, & des applaudissemens de l'autre se sont fait entendre. Oui, messieurs, l'assemblée peut l'ordonner, a repris l'orateur, & je pense qu'elle le doit ; son autorité doit être déployée quand le salut de l'état l'exige. Il s'agit de savoir si vous voulez que dix mois de travaux héroïques soient perdus, que les espérances de 24 millions d'hommes soient trompées, & que la constitution & la liberté soient anéanties.

« Je demande si, avec des murmures, on peut éloigner des idées & des moyens utiles à la constitution. Il y a des cantons, il y a des villes qui se sont signalés par les plus grands & les plus prompts sacrifices pour la contribution patriotique ; mais il y a aussi des cantons & des villes qui paroissent frappés de stérilité. Je ne dis pas qu'il est des classes de citoyens qui le soient aussi : je ne veux pas établir des divisions dans cette assemblée ; mais on voit répandre des libelles ; des émissaires vont dans les provinces

prêcher le refus de la contribution patriotique. Dans ces circonstances, le corps législatif doit employer tous les moyens, même ceux de vigueur & d'autorité, contre ceux qui seroient tentés d'être de mauvais citoyens..... Je demande qu'on ne délibère pas sur la motion de M. Goupille, que l'on charge le comité des finances, d'indiquer dans la quinzaine les moyens qu'on peut employer pour exciter les citoyens à la contribution patriotique, & que ceux qui ne feront pas de déclaration soient taxés d'office. »

M. Populus a voulu justifier ce que M. Desmeuniers avoit avancé, par une lettre du 6 mars, qu'il venoit de recevoir de Bourg en Bresse, de M. Durand, prévôt de maréchaussée; il résulloit de cette lettre, que le prévôt, exerçant la police, avoit appris d'un aubergiste de Bourg, appelé *Chicot*, que M. d'Antraigues passant dans cette ville pour aller en Suisse, avoit tenu des propos fort étranges à cet aubergiste sur l'assemblée nationale; qu'il lui avoit demandé si l'on étoit content d'elle; à quoi le sieur Chicot avoit répondu qu'on s'occupoit beaucoup des déclarations pour la contribution patriotique; que le voyageur s'étoit écrié : « On seroit trop heureux que l'assemblée nationale fût dissoute; la banqueroute est infaillible, elle sera suivie d'une guerre civile; on fait à Paris des horreurs sur l'argent; on a exigé de moi 50 livres par billet de 1000 livres : on fera bien de garder son argent »... « Si j'avois été prévenu, écrit le prévôt, j'aurois verbalisé, & j'aurois envoyé le procès-verbal à l'assemblée, pour qu'elle jugeât cet enragé ».

Ce dernier mot n'a pas laissé que d'amuser l'assemblée, par l'étrange application qu'en faisoit le prévôt.

» Voilà, disoit M. Populus, les abus des passeports. On sème des bruits dangereux; ensuite on va jouer en paix dans les pays étrangers de tous les maux que l'on a faits.

Quelques nobles ont demandé que la lettre fût *paraphée* par le président. M. Populus a offert de la déposer sur le bureau, en attestant la probité & le patriotisme de celui qui l'avoit écrite. L'assemblée se seroit facilement échauffée sur cet article; mais M. le président voyant qu'il falloit faire des délibérations plus sérieuses, a saisi le premier instant pour mettre aux voix la motion de M. Desmeuniers, qui a été décrétée en ces termes :

« Le comité des finances est chargé de rechercher les nouveaux moyens que l'assemblée peut employer pour exciter les citoyens à la contribution patriotique, & en particulier si les municipalités ayant, d'après un article du décret qui établit cette contribution, appelé quiconque seroit en retard sur cet objet, il y auroit de l'inconvénient à les autoriser à *taxer d'office* ceux qui n'auront pas fait leur déclaration. Le comité des finances fera son rapport dans la quinzaine.

Suite des projets de décrets proposés par M. Dupont au nom du comité des finances.

Huitième projet sur le payement des débets & le rapprochement de l'arriéré.

» L'assemblée nationale, considérant que la suppression ou l'abonnement des droits de marque des cuirs, de marque des fers, & sur la fabrication des huiles & des amidons, la suppression des dix sous pour livre sur les droits de gabelle & sur les droits qui se percevoient au transport des sels, dont elle n'a remplacé que le principal; la cessation des dépenses & des vexations auxquelles la perception de ces différens droits donnoit lieu, & que la contribution des ci-devant privilégiés augmente notablement dans la présente année, les moyens de contribution que tous les bons Français desireroient employer au salut de l'état; & vou-

lant concilier la sûreté du service public avec les soulagemens qu'elle a cru devoir accorder au peuple, a décrété & décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les débets qui peuvent avoir lieu sur les droits d'aides & autres y réunis, seront acquittés par tiers, de mois en mois, dans les trois mois d'avril, mai & juin.

A R T. I I.

Les droits qui n'ont été ni supprimés ni abonnés par les décrets de l'assemblée nationale, seront exactement acquittés en la forme prescrite par les ordonnances & réglemens, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par l'assemblée nationale.

A R T. I I I.

Les villes, paroisses & communautés qui sont arriérées dans le payement de leurs impositions, seront tenues de se rapprocher, dans le cours de la présente année, d'une somme équivalente aux deux tiers de ce qu'aura produit, dans chacune desdites villes, paroisses & communautés, la contribution des ci-devant privilégiés, pour les six derniers mois de 1789, & pour l'année 1790.

A R T. I V.

L'assemblée nationale dispense du rapprochement ordonné par l'article précédent, les villes, paroisses & communautés qui ont fait don patriotique à la nation de ladite contribution des ci-devant privilégiés.

Nouvième projet sur le rapport à établir entre la caisse de l'ordinaire & celle de l'extraordinaire.

« L'assemblée nationale voulant assurer dans tous les cas le service public de l'année 1790, a décrété & décrète que, si par de nouvelles économies ou la bonne

administration des moyens de finance adoptés par elle ; il se trouvoit de l'excédent, cet excédent sera versé dans la caisse de l'extraordinaire & employé au remboursement des dettes les plus onéreuses ; & que si, par quelque obstacle ou quelque événement inattendu, il se trouvoit encore du déficit, il y sera pourvu par la caisse de l'extraordinaire. »

Séance d'hier.

A l'ouverture de la séance, on a fait des observations sur les dépenses supposées par l'envoi des décrets de l'assemblée dans les provinces ; & de nouvelles plaintes sur le peu d'exactitude de cet envoi, ont donné lieu au décret suivant, proposé par M. le Mercier, & amendé par M. Bouche :

« L'assemblée nationale décrète que les commissaires qu'elle a nommés pour surveiller l'envoi & l'expédition de ses décrets, prendront très-incessamment connoissance de tous les frais & objets de détail relatifs à cette dépense, & présenteront sous huit jours un projet de décret pour sa réduction ;

» Décrète de plus que les mêmes commissaires rendront dans le même délai compte de leur mission. »

M. Baron, après quelques réflexions sur le décret rendu le 11 de ce mois, relativement aux adjudications des coupes de bois, dépendant des établissemens ecclésiastiques, a proposé des changemens dont l'examen a été renvoyé au comité des domaines & au comité ecclésiastique.

L'assemblée a décidé que le décret par elle rendu au sujet de l'exploitation de ces bois sera rapporté, & que mardi prochain son comité ecclésiastique & des domaines lui présentera un projet de décret, relatif aux exploitations des coupes ordinaires & extraordinaires des bois des ecclésiastiques ; elle a décidé encore qu'à l'avenir les projets

qui lui seront présentés au nom des comités, seront signés par les présidens de ces comités.

L'assemblée a arrêté d'entendre lundi la lecture de la totalité de ses décrets sur les droits féodaux.

Et les observations de M. Regnaud, sur le retard apporté dans le paiement des impôts & la nécessité de l'accélérer, l'ont engagée à rendre le décret qui suit :

« L'assemblée nationale décrète que son président se retirera dans le jour pardevant le roi, pour le supplier de donner très-promptement des ordres pour que les intendans & *commissions intermédiaires* fassent parvenir dans les paroisses qui ne les ont pas encore reçues, les commissions nécessaires pour la confection des rôles, des tailles, &c. pour que cette confection & la perception n'essuyent pas un retard dont la prolongation deviendrait si préjudiciable à la chose publique ».

Sur l'exposition faite par un membre du comité des finances, des besoins & des demandes particulières de quelques villes du royaume, l'assemblée a rendu les décrets suivans :

» L'assemblée nationale prenant en considération les motifs qui lui ont été exposés par la nouvelle municipalité de Langres, l'autorise à toucher sur les termes échus & à échoir du prix de l'adjudication, faite en 1788, des bois du chapitre de la même ville, jusqu'à concurrence d'une somme de 40,000 liv., pour être employée au service des marchés en grains de Langres, à la charge par la municipalité, de rendre cette somme dans le courant de la présente année, de justifier de l'emploi & d'en rapporter les preuves de libération à l'assemblée de département. »

» L'assemblée nationale autorise la ville de Poitiers, à imposer sur les habitans qui payent un écu d'imposition, & au-dessus, la somme de 12,000 livres, pour ladite

somme être employée au paiement des pauvres valides, occupés aux travaux de charité, & à la subsistance des mendiants invalides, & que le rôle sera rendu exécutoire par l'assemblée de département.

» L'assemblée nationale permet à la municipalité de Mouron, de faire l'emprunt de la somme de dix mille livres, conformément à la demande par elle faite dans son adresse du 9 février 1790; & autorise le prieur de l'abbaye de Belval à prêter cette somme.

» L'assemblée nationale permet à la municipalité de la ville de Gray, de faire un emprunt de la somme de 20 mille livres, remboursable dans l'année, & qui sera employé aux besoins exprimés dans la délibération du 5 février 1790 ».

La discussion a été ouverte sur le projet de remplacement de la gabelle; cette opération seroit difficile, si le patriotisme ne réunissoit pas les intérêts divers; mais il faut espérer que l'exemple de la Picardie & de l'Anjou ne sera pas perdu pour les autres provinces.

M. Pethion de Villeneuve a porté le premier la parole sur le projet du comité.

» Enfin nous allons, a-t-il dit, détruire cet impôt odieux, accablant & si funeste dans ses conséquences. Nous ne nous sommes pas dissimulés, lorsque nous avons réduit le sel à 6 s. la livre dans les provinces de grandes & petites gabelles, que ce n'étoit qu'un vain palliatif, nous l'avons dit & répété dans cette tribune, mais nous n'avons pris ce tempérament que par pure déférence pour le premier ministre, avec lequel nous aimions mieux nous tromper alors que de nous hasarder seuls.

» Mais la contribution que l'on propose n'est-elle pas trop forte, & sur-tout en faisons-nous une juste répartition?

» Il est bien fâcheux que nous soyons aussi pressés par des circonstances de toutes espèces; si nous connoissons les inégalités qui existent dans les charges des provinces, ce seroit bien le cas de rétablir l'équilibre entre elles, en répartissant les 42 millions dans une juste proportion.

» Il faut l'avouer, si la répartition qui nous est proposée étoit perpétuelle, nous éterniserions les disproportions qui existent entre les provinces relativement aux impositions.

» Dans les provinces rédimées, il est vrai qu'on a reporté une partie de l'impôt du sel dont on les a affranchies sur d'autres impositions; mais il y a lieu de croire que ce n'est pas dans une égale proportion, car on fait que dans les abonnemens faits, soit avec des provinces, soit avec des particuliers, l'état a toujours perdu.

« Or, ce seroit conserver les privilèges & exemptions des provinces que de ne leur faire supporter l'impôt de la gabelle qu'à raison de ce qu'elles en paient aujourd'hui; je demande donc que cette répartition ne soit que *provisoire*.

« Que l'on rejette les 42 millions sur les impositions foncières & personnelles, rien de mieux pour le moment; qu'on y fasse participer les octrois, c'est ce qui éprouvera de grandes difficultés. Au surplus, comme le comité annonce qu'il présentera un décret particulier à cet égard, je ne me permettrai aucune observation.

« La fin de l'article VIII me paroît devoir être retranché. Si on vouloit aujourd'hui faire supporter aux provinces la portion des gabelles qu'elles n'ont pas acquittées, soit parce qu'il y a été introduit des sels en contrebande, soit parce que le peuple s'en est fait livrer à bas prix, vous occasionneriez des soulèvemens & des troubles. Par la nouvelle division du royaume, des parties de provinces qui n'ont pas acquitté exactement les droits de gabelles, se trouvent réunies à d'autres parties qui les ont payés. Il y

à dans le défaut de perception des variations infinies ; beaucoup de citoyens n'ont pas fraudé les droits , & se trouveroient supporter l'augmentation d'impôt , quoiqu'il ne fût pas en leur pouvoir d'empêcher les infractions ; je demande donc le retranchement de cette fin d'article.

« L'article 9 présente de grandes & sérieuses difficultés ; on autorise les fermiers-généraux à continuer le débit au prix qui sera réglé par la concurrence du commerce ; mais cette concurrence n'existe pas dans le moment , mais le sel n'est pas marchand ; quel sera donc le prix auquel les fermiers-généraux le vendront ? Celui qu'ils voudront , car n'ayant pas de concurrens , ils peuvent tenir la main ; je dis plus , ils empêcheront la concurrence de l'établir , parce qu'ayant une masse énorme de sel entre leurs mains , beaucoup de négocians craindront de faire des spéculations , craindront de ne pas pouvoir lutter contre [des compagnies qui seront les maîtresses de baisser le prix , au point de faire perdre les spéculateurs. Je pense qu'il seroit bien plus prudent d'interdire toute espèce de vente aux fermiers-généraux , & de les obliger de livrer au prix courant aux assemblées administratives les sels qu'ils ont dans leurs magasins , & ces assemblées les délivreroient ensuite aux particuliers , jusqu'à ce que toute la consommation en fût faite : pendant ce temps , le commerce auroit le temps de faire ses spéculations ».

Résumé de M. Péthion de Villeneuve.

« 1°. La répartition des quarante-deux millions doit être déclarée provisoire ; 2°. suppression de la fin de l'article 8 ; 3°. les fermiers-généraux tenus de livrer les sels enmagasinés dans leurs différens greniers , sur les demandes qui leur seront faites par les assemblées administratives au prix de leur achat , en y joignant tous les autres frais légitimes ,

sans pouvoir en vendre , ni en faire vendre par leurs com-
mis ou préposés ».

M. Verniere a cherché à établir que le plan de M. Dupont étoit injuste , & qu'il posoit sur de mauvaises bases. Il vouloit borner la discussion au remplacement demandé , & que l'on en séparât les autres objets , ainsi que les questions relatives à la suppression des autres droits , qui devoient entrer dans le nouveau plan d'imposition de 1791. Après avoir éloigné ces questions comme prématurées , M. Verniere a soutenu que l'on doit s'en tenir pour cette année au décret déjà rendu sur la gabelle.

Suivant M. Delley d'Agier , au lieu de ces mots dans le projet de décret , article V : *« Et aux droits d'entrées des villes , tant de ceux qui appartiennent à la nation , que de ceux qui se lèvent au profit des villes elles-mêmes ; »* il falloit mettre : *« Et aux droits d'entrées qui se lèvent aux portes des villes pour le compte du gouvernement. »* Il a fait observer ensuite la différence des motifs & celle du montant des droits d'octroi.

M. de Casalès a attaqué ouvertement le système des économistes , qui tend à faire porter tout l'impôt sur les terres ; il a dit que les impôts indirects sont plus propres à un gouvernement libre , parce qu'ils frappent également toutes les classes de citoyens , sans employer des moyens de rigueur. *« C'est le luxe , s'écrioit-il , les capitalistes , les habitans des villes & les citoyens riches qu'il faut atteindre & faire contribuer. »*

» Je propose de décréter , a-t-il ajouté , que dans huit jours le comité des finances présentera à l'assemblée un nouveau plan de remplacement pour l'impôt de la gabelle ; que ce remplacement sera un impôt indirect dont le produit sera présumé s'élever au moins à 40 millions , qui ne portera sur aucune denrée de première nécessité , & qui

ne pesera pas sur la classe la plus indigente du peuple ; on n'augmentera pas l'impôt réel ; il faut le renvoyer sur le timbre. »

M. Duport a parlé de divers systèmes d'imposition , & il n'a pas oublié le timbre ; mais il a fait sentir avec raison la nécessité de réformer les abus, l'injustice & l'arbitraire du contrôle. Passant ensuite à l'objet soumis à la discussion , il a développé supérieurement ce que M. Peshion avoit dit contre l'article 8.

M. Mauri , dont les opinions sont toujours d'accord , & même d'avance , avec celles de M. Casalès & de quelques autres honorables membres , a fait , comme ce dernier , une sortie sur les pauvres économistes.

» L'assemblée a déjà pros crit une partie de leur système , a-t-il dit , lorsqu'elle a ordonné la libre exportation des grains . . . Dans la nuit du 4 août les privilèges ont été anéantis , cependant le projet du comité les consacre & les perpétue. On propose de remplacer la gabelle par un impôt territorial ; mais ce plan tend à affranchir les capitalistes , les agioteurs ; avant d'établir une imposition sur les terres , il faut considérer que l'impôt du troisième vingtième n'a pu être payé à la rigueur. Si vous accablez les terres , un grand nombre de propriétaires sera dans l'impuissance de payer ; & que deviendront-ils ? Ils vous vendront le pain 6 sols la livre . . . Des murmures d'improbation contre lesquels on diroit que l'orateur est cuirassé , n'ont pu le corriger de son exagération. M. Dupont s'est levé pour dire sans ambiguïté : « L'opinant ne sait ce qu'il dit sur cette matière . . . » Mais l'orateur toujours impassible , a soutenu que le projet de tout mettre en impôts directs seroit ruineux ; qu'une imposition unique ameneroit chaque année le danger de la banqueroute . . . Nouveaux murmures. Ces assertions ne faisoient pas fortune , & M. l'abbé est revenu enfin à la ga-

belle. « Le sel , a-t-il dit , est un cinquième élément. Sa récolte est sujette à des casualités ; sa disette seroit une calamité. — Une société de capitalistes peut l'accaparer facilement ; elle peut faire tous les achats dans les marais salans.

» D'un autre côté , le sel n'est salubre qu'autant qu'il a été gardé trois ans après sa fabrication. Cet objet tient à la santé publique. Il faut donc rendre au peuple le service signalé de régler le prix du sel à un si bas prix , qu'aucun contrebandier ne puisse trouver du profit à ce commerce. Vous pouvez faire avec les fermiers généraux les conventions que vous croirez nécessaires ; ils seront désormais vos officiers , & leur patriotisme. A ce mot l'orateur a été encore interrompu , & il s'est prêté enfin de bonne grace à conclure , comme M. de Casalès , à un impôt indirect pour remplacer la gabelle.

M. Biaufat a défendu avec chaleur les provinces franches & rédimées , qui payent de plus fortes impositions directes. Il a présenté des calculs qui ne laissent aucun doute sur cet objet , & il a demandé expressément que le comité des finances présentât avant la délibération sur la gabelle un état comparatif des impôts directs payés par les provinces gabellées ou non gabellées.

Cette discussion doit être continuée aujourd'hui.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement huitième finit au numéro 240, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros; ils sont aussi priés d'observer que le prix de chaque abonnement, composé de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 sols pour la province, que cet ouvrage ne s'expédie que par ordre numérique & non par mois, & que chaque souscription ne peut être reçue qu'à partir du premier numéro de chaque trentaine.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, No. 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.